

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3302

[2004/202632]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets non triés visés à la rubrique 45.92.01

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 chargeant le Ministre de l'Environnement de demander l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.821/4 donné le 19 avril 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations et activités visées par la rubrique 45.92.01 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1^o Office : le fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon des déchets ou son délégué;

2^o chantier : site où s'effectue des travaux du bâtiment ou de génie civil, en ce compris les annexes nécessaires à l'exécution de ces travaux, depuis leur phase préparatoire jusqu'à leur réception provisoire;

3^o le fonctionnaire technique : le fonctionnaire défini à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — Implantation et construction

Art. 3. A l'entrée du chantier, il est indiqué de manière lisible les informations suivantes :

- la nature de l'établissement;
- la date de l'expiration du délai de la déclaration;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du siège social de l'exploitant;
- le numéro de téléphone du siège d'exploitation;
- l'adresse et le numéro de téléphone du fonctionnaire chargé de la surveillance;
- le ou les numéros de téléphone du ou des services à contacter en cas de sinistre ou d'incendie.

Le panneau est bien visible et lisible de la rue.

Art. 4. Les déchets sont entreposés sur des aires de stockage clairement délimitées et exclusivement réservées à cet usage.

Art. 5. Toutes les aires sont aménagées pour prévenir les accidents lors des opérations de chargement des véhicules et éviter la dispersion des déchets.

CHAPITRE III. — Exploitation**Section I^{re}. — Généralités**

Art. 6. Les déchets stockés sur le chantier sont les déchets produits par le chantier ou valorisés sur le chantier.

Art. 7. Les métaux ne peuvent être livrés qu'à des récupérateurs de métaux régulièrement autorisés.

Art. 8. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter que les conteneurs ou véhicules évacuant les déchets perdent leur contenu, notamment par la pose de bâches ou de filets sur les conteneurs ou les camions.

Art. 9. La destruction de déchets par combustion est interdite.

Section 2. — Gestion des déchets

Art. 10. Les déchets autres qu'inertes sont entreposés dans un conteneur, ou à l'aide de dispositifs permettant d'éviter les risques de pollution du sol et des eaux, en attendant leur évacuation. Lorsqu'ils sont destinés à être acheminés vers un centre d'enfouissement technique, la mention "à évacuer en C.E.T." est clairement indiquée. Le conteneur doit être évacué dans les deux jours ouvrables de son remplissage.

Art. 11. Les déchets inertes du chantier sont rangés proprement sur le chantier de manière à limiter les nuisances, notamment pour ce qui concerne les poussières et l'impact visuel pour le voisinage.

Art. 12. La gestion des déchets est placée sous l'autorité d'une personne responsable, expressément désignée par l'exploitant. L'identité de ce responsable est communiquée sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IV. — Air**Section unique. — Lutte contre les émissions de poussières**

Art. 13. Des mesures sont prises afin de limiter les inconvénients pour le voisinage de la présence de déchets, notamment en limitant les émissions de poussières.

Art. 14. Les installations sont implantées sur le chantier en vue de minimiser la dissémination des poussières liée aux conditions météorologiques (direction et force des vents dominants)

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 15. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin de limiter les risques de contamination du sol et des eaux par l'eau de ruissellement. Le déversement de déchets liquides, directement ou indirectement dans le sol ou les eaux souterraines, les égouts et collecteurs, est interdit.

CHAPITRE VI. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance**Section 1^{re}. — Exploitation*

Art. 16. L'exploitant élabore un plan de travail et le tient à disposition du fonctionnaire technique. Tout plan ou programme établi en exécution d'autres dispositions légales ou contractuelles peut tenir lieu de plan de travail au sens du présent article pour autant qu'il comporte les informations prévues à l'article 17.

Art. 17. Ce plan de travail comprend :

- 1° le mode opératoire de la gestion des déchets;
- 2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;
- 3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident.

Art. 18. Le plan de travail est adapté en cours de chantier suivant les besoins.

Section 1^{re}. — Registre

Art. 19. L'exploitant ou son délégué tient un registre sous la forme d'un livre à pages numérotées en continu, ou toute autre méthode approuvée par l'Office, dans lequel sont consignées les entrées éventuelles, les sorties et les déchets destinés au recyclage.

La collection des bons délivrés par les collecteurs, centres de tri-regroupement, valorisation ou élimination, ou des bons d'évacuation visée par d'autres dispositions en vigueur vaut registre au sens de l'alinéa 1^{er}.

Art. 20. Dans le registre, visé à l'article 19 sont consignées les informations suivantes :

1. pour les déchets traités sur chantier :
 - a) le numéro d'ordre au concassage-criblage de chaque lot de déchets;
 - b) la date de leur concassage-criblage;
 - c) le libellé et le numéro de code visé du déchet;
 - d) la localisation exacte de la partie du chantier dont proviennent les déchets visés;
 - e) le volume et le poids du lot.
2. pour les déchets évacués du chantier :
 - a) le numéro d'ordre de l'évacuation de chaque lot de déchets;
 - b) la date de leur évacuation;
 - c) le type et la nature des déchets;
 - d) le libellé et le numéro de code visé du déchet;
 - e) les coordonnées du transporteur et du destinataire, respectivement;
 - f) le numéro d'immatriculation du véhicule.

Art. 21. Au registre sont annexés tous les documents tels que les bordereaux de versage dans un centre d'enfouissement technique, les certificats de réception ou d'élimination.

Art. 22. Le registre des entrées et des sorties, ainsi que ses annexes sont conservés au siège de l'entreprise ou sur le chantier. Ils sont tenus en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et conservés pendant au moins trois ans après la fin du chantier.

CHAPITRE VII. — *Assurances*

Art. 23. L'exploitant est couvert par un contrat d'assurance en responsabilité civile.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux chantiers dont l'offre a été déposée avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 25. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3302

[2004/202632]

27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 45.92.01 erwähnten nicht sortierten Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004, die den Minister der Umwelt damit beauftragt, das Gutachten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums einzuholen, der dreißig Tage nicht überschreitet;

Aufgrund des am 19. April 2004 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 36.821/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bestimmungen finden Anwendung auf die in der Rubrik 45.92.01 der Anlage I der Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Anlagen und Tätigkeiten.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Vertreter;

2° Baustelle: das Gelände auf dem Hochbau- und Tiefbauarbeiten oder Tiefbau-, Bau- oder Straßenarbeiten durchgeführt werden, einschließlich der zur Durchführung der Arbeiten notwendigen Nebenstellen, von der Vorbereitungsphase bis zu deren vorläufigen Abnahme;

3° der technische Beamte: der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und die verschiedenen Durchführungsmaßnahmen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bestimmte Beamte.

KAPITEL II — Ansiedlung und Bau

Art. 3 - Am Eingang der Baustelle werden folgende leserliche Informationen angegeben:

- die Art des Betriebs;
- das Ablaufdatum der Erklärung;
- Name, Anschrift und Telefonnummer des Gesellschaftssitzes des Betreibers;
- die Telefonnummer des Betriebssitzes;
- die Anschrift und Telefonnummer des mit der Aufsicht beauftragten Beamten;
- die Telefonnummer(n) der im Falle einer Katastrophe oder eines Brands zu kontaktierende(n) Dienststelle(n).

Das Schild ist von der Straße aus gut sichtbar und lesbar.

Art. 4 - Die Abfälle werden an einem deutlich abgegrenzten und ausschließlich zu diesem Zweck bestimmten Lagerort aufbewahrt.

Art. 5 - Alle Lagerorte sind so einzurichten, dass Unfälle während dem Beladen der Fahrzeuge sowie die Zerstreung der Abfälle vermieden werden.

KAPITEL III — Betriebsbedingungen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 6 - Die auf der Baustelle gelagerten Abfälle stammen von der Baustelle oder werden auf der Baustelle aufgewertet.

Art. 7 - Metalle dürfen nur ordnungsgemäß befugten Wiederaufbereitungsbetrieben für Metall zugeführt werden.

Art. 8 - Der Betreiber ergreift die notwendigen Maßnahmen, um zu vermeiden, dass die Container oder die Fahrzeuge, die die Abfälle entfernen, ihren Inhalt verlieren, insbesondere durch das Anbringen von Planen oder Netzen an den Containern oder Lastwagen.

Art. 9 - Die Vernichtung von Abfällen durch Verbrennung ist strengstens verboten.

Abschnitt 2 — Abfallbewirtschaftung

Art. 10 - In Abwartung ihres Abtransports werden Abfälle, die keine inerten Abfälle sind, in einem Container oder mit Hilfe anderer Vorrichtungen aufbewahrt, um eine Verunreinigung des Bodens und des Oberflächenwassers zu vermeiden. Wenn sie für ein technisches Vergrabungszentrum bestimmt sind, wird der Vermerk "à évacuer en C.E.T" (Abtransport in ein technisches Vergrabungszentrum (C.E.T.)) deutlich angebracht. Der Container muss innerhalb von 2 Tagen nach seiner Auffüllung entfernt werden.

Art. 11 - Die inerten Abfälle werden sorgfältig auf der Baustelle untergebracht um die Belästigungen zu begrenzen, insbesondere was den Staub und die visuellen Auswirkungen auf die Umgebung betrifft.

Art. 12 - Die Abfallbewirtschaftung wird unter Aufsicht einer verantwortlichen, ausdrücklich durch den Betreiber bezeichneten Person gestellt. Die Identität dieser verantwortlichen Person wird dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten auf einfache Anfrage mitgeteilt.

KAPITEL IV — Luft

Einzigster Abschnitt — Bekämpfung der Staubemissionen

Art. 13 - Es werden Maßnahmen ergriffen, um die Nachteile für die Umgebung durch die Anwesenheit von Abfällen zu beschränken, insbesondere durch die Einschränkung von Staubemissionen.

Art. 14 - Die Anlagen werden so auf der Baustelle angebracht, dass die Freisetzung meteorologisch bedingter Staubpartikel reduziert wird (Richtung und Stärke der vorherrschenden Winde).

KAPITEL V — Wasser

Art. 15 - Der Betreiber ergreift die notwendigen Maßnahmen, um die Risiken der Kontamination des Bodens und des Oberflächenwassers durch Niederschlagswasser zu verringern. Die direkte oder indirekte Ableitung von flüssigen Abfällen in den Boden oder in das Grundwasser, die Kanalisation und den Sammelkanal ist strengstens verboten.

KAPITEL VI — *Kontrolle, Eigenkontrolle und Überwachung**Abschnitt 1 — Betrieb*

Art. 16 - Der Betreiber erstellt einen Arbeitsplan und hält ihn zur Verfügung des technischen Beamten. Jeglicher bzw. jegliches in Ausführung anderer gesetzlicher oder vertraglicher Bestimmungen erstellte Plan oder Programm kann im Sinne des vorliegenden Artikels als Arbeitsplan benutzt werden, vorausgesetzt er bzw. es enthält die in Artikel 17 erwähnten Angaben.

Art. 17 - Dieser Arbeitsplan enthält:

- 1° die Verfahrensweise in Zusammenhang mit der Abfallbewirtschaftung;
- 2° die notwendigen Anleitungen, um die ständige Sauberkeit des Betriebs zu gewährleisten;
- 3° die Anleitungen für das Personal bei Feuer oder Unfall.

Art. 18 - Der Arbeitsplan wird im Laufe der Baustelle den Umständen entsprechend angepasst.

Abschnitt 2 — Register

Art. 19 - Der Betreiber oder sein Stellvertreter führt ein Register in der Form eines Buches mit durchlaufend nummerierten Seiten oder nach jeder anderen vom Amt anerkannten Methode, in dem die etwaigen Eingänge, Ausgänge und die zur Wiederverwertung bestimmten Abfälle eingetragen sind.

Das Sammeln der durch die Sammler, die Sortierungs- und Zwischenlager ausgehändigten Verwertungs-, Beseitigungs- oder Entsorgungsscheine, die in anderen Bestimmungen in Kraft sind, gilt im Sinne von Absatz 1 als Register.

Art. 20 - Folgende Angaben werden in dem in Artikel 19 erwähnten Register aufgeführt:

1. für die auf der Baustelle behandelten Abfälle:
 - a) die laufende Nummer der Zerkleinerung-Siebung jeder Abfallmenge;
 - b) das Datum ihrer Zerkleinerung-Siebung;
 - c) die Bezeichnung und die mit einem Sichtvermerk versehene Kodenummer des Abfalls;
 - d) die genaue Ortsbestimmung des Teils der Baustelle, von dem die mit einem Sichtvermerk versehenen Abfälle stammen;
 - e) Umfang und Gewicht der Abfallmenge.
2. für die von der Baustelle beseitigten Abfälle:
 - a) die laufende Nummer der Beseitigung jeder Abfallmenge;
 - b) das Datum ihrer Beseitigung;
 - c) die Kategorie und die Art der Abfälle;
 - d) die Bezeichnung und die mit einem Sichtvermerk versehene Kodenummer des Abfalls;
 - e) die Daten des jeweiligen Transportunternehmers und des Empfängers;
 - f) die Zulassungsnummer des Fahrzeugs.

Art. 21 - Dem Register werden alle Unterlagen wie die Ausschüttungsscheine in ein technisches Vergrabungszentrum, die Empfangs- oder Entsorgungsbescheinigungen beigelegt.

Art. 22 - Das Register mit den Ein- und Ausgängen, sowie seine Anlagen werden im Betriebssitz oder auf der Baustelle aufbewahrt. Sie stehen dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten ständig zur Verfügung und werden mindestens drei Jahre nach Beendigung der Baustelle aufbewahrt.

KAPITEL VII — *Versicherungen*

Art. 23 - Der Betreiber ist durch eine Haftpflichtversicherung gedeckt.

KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des dritten Monats, der auf den Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden keine Anwendung auf die Baustellen, deren Angebot vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde.

Art. 25 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3302

[2004/202632]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet-gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 maart 2004 over het verzoek van de Minister van Leefmilieu om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State 36.821/4, gegeven op 19 april 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in rubriek 45.92.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° Dienst : de leidend ambtenaar van de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) of zijn afgevaardigde;

2° werf : site waar de werken van het bouwbedrijf of de civiele techniek uitgevoerd worden, met inbegrip van de bijgebouwen vereist voor de uitvoering van de werken, vanaf de fase van voorbereiding tot de voorlopige oplevering ervan;

3° technisch ambtenaar : de ambtenaar bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. Bij de ingang van de werf worden de volgende gegevens vlot leesbaar vermeld :

- het soort inrichting;
- de verstrijkdatum van de aangiftetermijn;
- de naam, het adres en het telefoonnummer van de maatschappelijke zetel van de exploitant;
- het telefoonnummer van de exploitatiezetel;
- het adres en het telefoonnummer van de toezichthoudende ambtenaar;
- het(de) telefoonnummer(s) van de dienst waarmee contact moet worden opgenomen bij ramp of brand.

Het paneel is goed zichtbaar en leesbaar vanop de straat.

Art. 4. De afvalstoffen worden opgeslagen in duidelijk afgebakende opslagruimtes die uitsluitend daarvoor bestemd zijn.

Art. 5. Alle ruimtes zijn ingericht om ongevallen bij het laden van voertuigen en afvalverspreiding te voorkomen.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 6. De op de werf opgeslagen afval wordt voortgebracht door de werf of wordt daar gevaloriseerd.

Art. 7. Metalen mogen slechts geleverd worden aan behoorlijk vergunde metaalinzamelaars.

Art. 8. De exploitant treft de nodige maatregelen om te voorkomen dat de containers of voertuigen voor afvalafvoer hun inhoud verliezen, met name door ze van dekzeilen of netten te voorzien.

Art. 9. Het is verboden afvalstoffen door verbranding te vernietigen.

Afdeling 2. — Afvalbeheer

Art. 10. Niet inerte afvalstoffen worden vóór de afvoer ervan opgeslagen in een container of met behulp van voorzieningen ter voorkoming van verontreinigingsgevaar voor bodem en water.

Als ze bestemd zijn voor afvoer naar een centrum voor technische ondergraving, wordt de vermelding 'à évacuer en C.E.T.' duidelijk opgegeven. De container wordt binnen twee werkdagen na opvulling verwijderd.

Art. 11. Inerte werfafval wordt keurig op de werf opgeslagen om hinder te beperken, met name wat betreft stoffen en de visuele impact voor de buurt.

Art. 12. Het afvalbeheer staat onder het toezicht van een verantwoordelijke, die speciaal door de exploitant aangewezen wordt. De identiteit van de verantwoordelijke wordt op gewoon verzoek van de toezichthoudende ambtenaar meegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — *Lucht**Enige afdeling. — Bestrijding van stoffenemissies*

Art. 13. Er worden maatregelen genomen ter beperking van de nadelige gevolgen van de aanwezigheid van afval voor de buurt, met name door de beperking van stoffenemissies.

Art. 14. De installaties zijn gevestigd op de werf met het oog op de beperking van de aan de weeromstandigheden (richting en kracht van de overheersende winden) te wijten stoffenverspreiding.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 15. De exploitant neemt de nodige maatregelen ter beperking van het gevaar voor verontreiniging van bodem en water door het afvloeiende water. Het is verboden rechtstreeks of onrechtstreeks vloeibare afvalstoffen te lozen in de bodem of in het grondwater, in rioleringen en collectoren.

HOOFDSTUK VI. — *Controle, zelfcontrole en toezicht**Afdeling 1. — Exploitatie*

Art. 16. De exploitant stelt een werkplan op en legt het ter inzage van de technisch ambtenaar. Elk plan of programma opgesteld krachtens andere wettelijke bepalingen of overeenkomsten kan dienen als werkplan in de zin van dit artikel voor zover het de in artikel 17 bedoelde gegevens vermeldt.

Art. 17. Dat werkplan vermeldt :

- 1° de wijze waarop de afval beheerd wordt;
- 2° de nodige instructies voor een voortdurende netheid van de inrichting;
- 3° instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval.

Art. 18. Het werkplan wordt gedurende het werk en al naar gelang de behoeften aangepast.

Afdeling 2. — Register

Art. 19. De exploitant of zijn afgevaardigde houdt een register in de vorm van een boek met continu genummerde bladzijden, of gebruikt elke andere door de Dienst goedgekeurde methode, waarin melding wordt gemaakt van de eventuele aanvoeren, afvoeren, alsook van de voor recycling bestemde afval.

De in andere vigerende bepalingen bedoelde inzameling van de bons afgegeven door de ophalers, de sorteergroeper-, valorisatie- of verwijdercentra of van de afvoerbons geldt als register in de zin van het eerste lid.

Art. 20. In het in artikel 19 bedoelde register worden de volgende gegevens vermeld :

1. wat de op werf behandelde afvalstoffen betreft :
 - a) het volgnummer voor het breken en zeven van elk lot afval;
 - b) de breek- en zeefdatum;
 - c) de omschrijving en het codenummer van de afval;
 - d) de nauwkeurige lokalisatie van het werfgedeelte waar bedoelde afval vandaan komt;
 - e) het volume en het gewicht van het lot.
2. wat de van de werf afgevoerde afval betreft :
 - a) het volgnummer van de afvoer van elk lot afval;
 - b) de afvoerdatum;
 - c) het type afval;
 - d) de omschrijving en het codenummer van de afval;
 - e) de personalia van respectievelijk de vervoerder en de ontvanger;
 - f) het inschrijvingsnummer van het voertuig.

Art. 21. Het register gaat vergezeld van alle documenten, zoals borderellen voor het storten in een centrum voor technische ondergraving, de ontvangst- of verwijderingsattesten.

Art. 22. Het register van de aan- en afvoeren, alsmede de desbetreffende bijlagen worden bewaard op de zetel van het bedrijf of op de werf. Ze liggen voortdurend ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar en worden gedurende minstens drie jaar na het einde van de werf bewaard.

HOOFDSTUK VII. — *Verzekeringen*

Art. 23. De exploitant wordt gedekt door een verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de derde maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op de werven waarvan de offerte vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediend wordt.

Art. 25. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET